

1987, chapitre 19

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA PROBATION ET SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION

Projet de loi 83

présenté par M. Gérard Latulippe, Solliciteur général

Présenté le 19 juin 1986

Principe adopté le 6 novembre 1986

Adopté le 14 avril 1987

Sanctionné le 15 avril 1987

Entrée en vigueur: à la date fixée par le gouvernement

Lois modifiées:

Loi sur la probation et sur les établissements de détention (L.R.Q., chapitre P-26)

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001)





CHAPITRE 19

Loi modifiant la Loi sur la probation et sur les établissements de détention

[Sanctionnée le 15 avril 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. P-26, a. 1,
mod. **1.** L'article 1 de la Loi sur la probation et sur les établissements
de détention (L.R.Q., chapitre P-26) est modifié par l'addition du
paragraphe suivant:

«activités» «h) «activités»: les activités visant à favoriser la réinsertion sociale
des personnes incarcérées, notamment des activités de travail, qu'il
soit rémunéré ou non, de loisirs et de formation ainsi que des activités
sportives et socio-culturelles.»

c. P-26, aa.
19 à 19.5,
ab. **2.** Les articles 19 à 19.5 de cette loi sont abrogés.

c. P-26,
a. 19.6.1,
remp. **3.** L'article 19.6.1 de cette loi est remplacé par le suivant:

Dispositions
applicables « **19.6.1** Malgré la Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre
S-2.1), seuls les articles 12 à 48 et le paragraphe 11 de l'article 51 de
cette loi s'appliquent:

1° à une personne incarcérée dans un établissement de détention
qui exécute un travail rémunéré dans le cadre d'un programme
d'activités; pour l'application de cette loi, le Fonds au bénéfice des
personnes incarcérées constitué dans cet établissement en vertu de
l'article 22.0.1 est présumé être son employeur;

2° à une personne qui exécute une ordonnance de probation
comportant des travaux communautaires; pour l'application de cette
loi, le gouvernement est présumé être son employeur.

Cotisation de l'employeur La cotisation de l'employeur est établie selon les normes appliquées en vertu de cette loi par la Commission de la santé et de la sécurité du travail. ».

c. P-26, a. 19.7, remp. **4.** L'article 19.7 de cette loi, modifié par l'article 268 du chapitre 34 des lois de 1985, est remplacé par le suivant:

Dispositions non applicables « **19.7** Le Code du travail (chapitre C-27), la Loi sur les décrets de convention collective (chapitre D-2), la Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1), la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1), la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (chapitre R-20), le chapitre IV de la Loi sur le bâtiment (1985, chapitre 34), la Loi sur les maîtres électriciens (chapitre M-3), la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (chapitre M-4) et la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (chapitre F-5) ne s'appliquent pas à une personne incarcérée dans un établissement de détention qui exécute:

1° un travail à l'intérieur de cet établissement;

2° un travail à l'extérieur de cet établissement dans une entreprise opérée par le Fonds au bénéfice des personnes incarcérées constitué dans cet établissement; ou

3° une ordonnance de probation comportant des travaux communautaires. ».

c. P-26, a. 21, mod. **5.** L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « détenue » par le mot « incarcérée ».

c. P-26, a. 22, mod. **6.** L'article 22 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, des nombres « 19, 19.1 » par le nombre « 22.0.3 ».

c. P-26, aa. 22.0.1 à 22.0.31, aj. **7.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 22, de ce qui suit:

« SECTION V.0.1

« PROGRAMMES D'ACTIVITÉS POUR LES PERSONNES INCARCÉRÉES

« § 1.—Fonds au bénéfice des personnes incarcérées

Création d'un fonds « **22.0.1** Est constitué, dans chaque établissement de détention, un Fonds au bénéfice des personnes incarcérées.

Dénomination	La dénomination sociale d'un Fonds doit comporter l'expression « Fonds au bénéfice des personnes incarcérées » et indiquer la dénomination de l'établissement de détention.
Fonctions	« 22.0.2 » Un Fonds a pour fonctions d'établir annuellement, à la date fixée par le Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées et dans le cadre fixé par règlement, un programme d'activités pour les personnes incarcérées et de voir à son application. Ce programme et toute modification à ce programme doivent être approuvés par le Fonds central.
Assistance	Il a également pour fonction d'assister financièrement des personnes incarcérées aux conditions fixées par règlement.
Administration	<p>À ces fins, il doit administrer, conformément au règlement, un fonds constitué :</p> <ul style="list-style-type: none">1° des sommes prélevées de la rémunération due à une personne incarcérée selon le pourcentage fixé par règlement;2° des dons faits au bénéfice des personnes incarcérées, sous réserve des conditions rattachées à ces dons;3° des revenus générés dans le cadre d'un programme d'activités, le cas échéant;4° des autres sommes d'argent dont la provenance peut être déterminée par règlement;5° des intérêts produits par les sommes d'argent constituant le fonds.
Directeur général	« 22.0.3 » Le directeur général peut dans le cadre d'un programme d'activités pour les personnes incarcérées : <ul style="list-style-type: none">1° confier au Fonds au bénéfice des personnes incarcérées l'organisation et l'administration de services à l'intérieur de l'établissement de détention;2° autoriser une personne incarcérée à s'engager dans des activités à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement de détention;3° permettre au Fonds d'utiliser, aux conditions fixées par règlement, les services, le personnel, les locaux et l'équipement de l'établissement de détention.

- Autorisation** Dans les cas déterminés par règlement, l'autorisation prévue au paragraphe 2° du premier alinéa ne peut être accordée sans avoir tenu compte d'un avis de la personne désignée au règlement.
- Délégation de pouvoirs** Les pouvoirs du directeur général en vertu du présent article peuvent être exercés par une personne qu'il désigne par écrit.
- Corporation** « **22.0.4** Un Fonds est une corporation.
- Siège social** « **22.0.5** Un Fonds a son siège social à l'établissement de détention.
- Conseil d'administration** « **22.0.6** Un Fonds est administré par un conseil d'administration composé de l'administrateur de l'établissement de détention et de six autres membres nommés par le directeur général.
- Membres** Deux membres sont choisis parmi les personnes incarcérées dans l'établissement de détention sur la proposition de ces personnes.
- Membres** Deux membres sont choisis parmi les fonctionnaires travaillant sous l'autorité de l'administrateur de l'établissement de détention ou du directeur général.
- Membres** Deux membres sont choisis parmi d'autres personnes intéressées à la réinsertion sociale des personnes incarcérées qui résident sur le territoire de l'établissement de détention; un de ces membres doit représenter le milieu des affaires.
- Durée du mandat** « **22.0.7** Le mandat d'un membre du conseil d'administration, autre que l'administrateur de l'établissement de détention, ne peut excéder deux ans. Son mandat est renouvelable.
- Fonction continuée** Chacun demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.
- Président et vice-président** « **22.0.8** Les membres du conseil d'administration désignent parmi eux un président et un vice-président. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir temporaire du président, le vice-président en exerce les fonctions.
- Quorum** « **22.0.9** Le quorum aux séances du conseil d'administration est constitué de la majorité de ses membres, incluant l'administrateur ou un fonctionnaire.
- Voix prépondérante** En cas de partage, le président a voix prépondérante.
- Valeur d'une décision** « **22.0.10** Une décision signée par tous les membres du conseil d'administration a la même valeur que si elle avait été prise en séance ordinaire.

Exercice
des
pouvoirs

«**22.0.11** Le conseil d'administration administre les affaires et exerce tous les pouvoirs du Fonds.

Fonctions

«**22.0.12** Un Fonds peut notamment :

1° conclure, sous réserve des règles déterminées par règlement, tout contrat afin qu'une personne incarcérée puisse bénéficier d'activités à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de détention ;

2° contracter des emprunts, suivant les règles et les modalités déterminées par règlement, afin de financer un programme d'activités ;

3° autoriser les dépenses effectuées à même le fonds ;

4° engager toute personne nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions.

Don et prêt

«**22.0.13** Un Fonds peut faire un don ou accorder un prêt, avec ou sans intérêt, à un autre Fonds constitué en vertu de l'article 22.0.1.

Garantie

«**22.0.14** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir à même le fonds consolidé du revenu ou autrement le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou assumer le coût de toute autre obligation contractés par un Fonds.

Rémunération

«**22.0.15** La rémunération due à une personne incarcérée dans un établissement de détention est versée au Fonds constitué dans cet établissement.

Retenues

«**22.0.16** Un Fonds doit prélever de la rémunération due à une personne incarcérée dans un établissement de détention un montant, selon le pourcentage fixé par règlement, qu'il verse au fonds et, le cas échéant, les retenues prescrites par une loi en vigueur au Québec, un règlement d'application de cette loi ou en vertu d'un jugement d'un tribunal.

Solde

Le solde de la rémunération est versé à l'administrateur de l'établissement qui remet à la personne incarcérée, à même ce solde, l'allocation déterminée par règlement.

Compte en
fidéicommiss

«**22.0.17** Sous réserve d'une convention contraire écrite et autorisée par le directeur général, le solde de la rémunération est déposé par l'administrateur dans une institution financière et porté au compte d'épargne détenu à cette fin en fidéicommiss par l'administrateur. Au moment de la libération de la personne incarcérée, l'administrateur lui verse, au moyen d'un chèque qu'il signe, le montant et les intérêts qui lui sont dus.

- Rapport** « **22.0.18** L'administrateur d'un établissement de détention fait rapport à une personne incarcérée, au moins mensuellement ainsi qu'au moment de sa libération, des rémunérations qui lui ont été versées pour elle ainsi que des retenues et dépôts effectués suivant les articles 22.0.15 ou 22.0.16.
- Cotisation** « **22.0.19** Un Fonds doit verser une cotisation au Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées à l'époque que celui-ci détermine.
- Cotisation** Cette cotisation est déterminée par le Fonds central à l'intérieur des limites fixées par règlement, et peut être différente pour chaque Fonds.
- Exercice financier** « **22.0.20** L'exercice financier d'un Fonds se termine le 31 décembre de chaque année.
- Signature** « **22.0.21** Aucun acte, document ou écrit n'engage un Fonds s'il n'est signé par le président ou tout autre officier dûment autorisé.
- Rapport d'activités** « **22.0.22** Un Fonds doit, au plus tard le 30 avril de chaque année, remettre au ministre ses états financiers ainsi qu'un rapport de ses activités pour l'exercice précédent. Les états financiers et le rapport d'activités doivent contenir tous les renseignements exigés par le ministre.
- Transmission** Copie de ces états financiers, rapport d'activités et rapport du vérificateur qui les accompagne doit également être transmise au Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées.
- Renseignement** « **22.0.23** Un Fonds doit en outre fournir au ministre tout renseignement qu'il exige sur ses activités.
- Vérification** « **22.0.24** Les livres et les comptes d'un Fonds doivent être vérifiés chaque année.
- Rapport** Le rapport du vérificateur doit accompagner le rapport d'activités et les états financiers d'un Fonds.
- Vérification** Le ministre peut également ordonner, en tout temps, la vérification des livres et des comptes d'un Fonds par un vérificateur qu'il désigne.
- Fermeture d'un établissement** « **22.0.25** En cas de fermeture d'un établissement de détention, la liquidation du Fonds se fait suivant les règles et les modalités déterminées par règlement.

« § 2.—Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées

Constitution « **22.0.26** Est constitué le « Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées ».

Fonctions « **22.0.27** Le Fonds central a pour fonctions :

1° de soutenir un Fonds constitué dans un établissement de détention financièrement dans le besoin et, à cette fin, il peut lui faire un don ou lui accorder un prêt, avec ou sans intérêt;

2° d'élaborer des politiques relatives aux programmes d'activités et de conseiller le gouvernement sur la réglementation à adopter;

3° d'approuver les programmes d'activités établis par les Fonds constitués dans les établissements de détention.

Administration « **22.0.28** Il doit, aux fins du paragraphe 1° de l'article 22.0.26, administrer, conformément au règlement, un fonds constitué :

1° des cotisations versées, en application de l'article 22.0.18, par les Fonds constitués dans un établissement de détention;

2° des autres sommes d'argent dont la provenance peut être déterminée par règlements;

3° des intérêts produits par les sommes d'argent constituant le fonds.

Corporation « **22.0.29** Le Fonds central est une corporation.

Siège social « **22.0.30** Le Fonds central a son siège social au service.

Conseil d'administration « **22.0.31** Le Fonds central est administré par un conseil d'administration composé de sept membres nommés par le ministre; trois membres sont choisis parmi les administrateurs des établissements de détention, deux membres parmi les fonctionnaires du service et deux membres parmi d'autres personnes intéressées à la réinsertion sociale des personnes incarcérées dont une représentant le milieu des affaires.

Mandat Les membres du conseil d'administration sont nommés pour deux ans. Leur mandat est renouvelable.

Fonction continuée Chacun d'eux demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

Dispositions
applicables

«**22.0.32** Les articles 22.0.8 à 22.0.11 et 22.0.19 à 22.0.23 s'appliquent au Fonds central compte tenu des adaptations nécessaires. ».

c. P-26,
a. 22.17,
mod.

8. L'article 22.17 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots et nombres « les articles 19 et 19.1 » par les mot et nombre « l'article 22.0.3 ».

c. P-26,
a. 23, mod.

9. L'article 23 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) sous réserve de l'article 17, établir des catégories parmi les personnes incarcérées et prescrire des normes relatives à leur détention séparément les unes des autres; »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe *g*, du mot « détenus » par les mots « personnes incarcérées »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe *h*, du mot « détenues » par le mot « incarcérées »;

4° par la suppression du paragraphe *i*;

5° par le remplacement du paragraphe *j* par les suivants:

«*j*) prescrire les mesures qui doivent être prises pour faciliter aux personnes incarcérées l'accès à la formation académique, professionnelle ou personnelle;

«*j.1*) déterminer la provenance des autres sommes d'argent qui peuvent constituer un fonds visé au troisième alinéa de l'article 22.0.2 ou à l'article 22.0.27; »;

6° par le remplacement, dans le paragraphe *l*, du mot « détenus » par les mots « personnes incarcérées »;

7° par la suppression des paragraphes *n* à *r*.

c. P-26,
a. 23.1, aj.

10. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 23, du suivant:

Programme
d'activités

«**23.1** Le gouvernement prend les règlements nécessaires à l'application de la section V.0.1 relative aux programmes d'activités pour les personnes incarcérées et, notamment, il:

1° fixe les critères d'établissement d'un programme d'activités et détermine les activités qui doivent et qui peuvent faire partie d'un

tel programme et, le cas échéant, du programme d'activités de chacun des Fonds constitués dans chaque établissement de détention;

2° détermine les normes d'application d'un programme d'activités;

3° fixe les conditions suivant lesquelles un Fonds constitué dans un établissement de détention assiste financièrement une personne incarcérée;

4° détermine les normes d'administration des sommes d'argent constituant un fonds visé au troisième alinéa de l'article 22.0.2 ou à l'article 22.0.27 et détermine les placements et prêts d'un Fonds qui doivent être autorisés par le Fonds central;

5° détermine les règles que doit respecter un Fonds constitué dans un établissement de détention dans l'exercice du pouvoir visé au paragraphe 1° de l'article 22.0.12;

6° fixe les règles et les modalités relativement au pouvoir d'emprunt d'un Fonds constitué dans un établissement de détention et détermine les emprunts qui doivent être autorisés par le Fonds central;

7° fixe les conditions permettant à un Fonds constitué dans un établissement de détention d'utiliser les services, le personnel, les locaux et l'équipement de cet établissement;

8° détermine les cas dans lesquels l'autorisation prévue à l'article 22.0.3 ne peut être accordée sans avoir tenu compte d'un avis de la personne qu'il désigne au règlement;

9° fixe des normes quant à la rémunération et les autres conditions de travail des personnes qui exercent des fonctions dans le cadre d'un programme d'activités;

10° détermine les règles et les modalités de liquidation d'un Fonds constitué dans un établissement de détention;

11° fixe, pour l'application de l'article 22.0.15, le pourcentage de la rémunération due à une personne incarcérée, lequel peut varier selon les critères qu'il détermine au règlement;

12° fixe les limites à l'intérieur desquelles le Fonds central détermine la cotisation que doit verser chaque Fonds constitué dans un établissement de détention, laquelle peut varier selon les critères qu'il détermine par règlement;

13° détermine l'allocation qu'une personne incarcérée dans un établissement de détention peut recevoir à même la rémunération qui lui est due ainsi que les achats et remboursements qu'elle peut effectuer. ».

c. P-26,
a. 24, ab.

11. L'article 24 de cette loi est abrogé.

c. P-26,
a. 25, mod.

12. L'article 25 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots et du nombre « *j* et *l* à *r* de l'article 23 » par ce qui suit: « *j.1*, *l* et *m* de l'article 23 et dans l'article 23.1. ».

LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

c. A-3.001,
a. 11,
mod.

13. L'article 11 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

« 2° la personne qui, en vertu de la Loi sur la probation et sur les établissements de détention (chapitre P-26), exécute une ordonnance de probation comportant des travaux communautaires; »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

c. A-3.001,
a. 12.1,
aj.

14. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12, de ce qui suit:

« PERSONNE INCARCÉRÉE QUI EXÉCUTE UN TRAVAIL RÉMUNÉRÉ DANS LE CADRE D'UN PROGRAMME D'ACTIVITÉS

Travailleur

« **12.1** Est considérée un travailleur à l'emploi d'un Fonds au bénéfice des personnes incarcérées constitué dans un établissement de détention en vertu de l'article 22.0.1 de la Loi sur la probation et sur les établissements de détention, la personne incarcérée qui exécute un travail rémunéré dans le cadre d'un programme d'activités.

Dispositions
applicables

Les articles 22.0.15 à 22.0.17 de cette loi s'appliquent aux indemnités dues à une personne incarcérée. ».

c. A-3.001,
a. 77,
mod.

15. L'article 77 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le nombre « 12 », du nombre « , 12.1 ».

c. A-3.001,
a. 78,
mod.

16. L'article 78 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa, après le nombre « 12 », du nombre « , 12.1 ».

c. A-3.001,
a. 294,
mod. **17.** L'article 294 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Application « Le premier alinéa s'applique également à un Fonds au bénéfice des personnes incarcérées visé dans l'article 12.1 compte tenu des adaptations nécessaires. ».

c. A-3.001,
a. 296,
mod. **18.** L'article 296 de cette loi est modifié par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant:

Registre « Un Fonds au bénéfice des personnes incarcérées visé dans l'article 12.1 tient un registre détaillé des noms et adresses des personnes visées dans cet article. ».

c. A-3.001,
a. 310,
mod. **19.** L'article 310 de cette loi est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

« 4° de l'employeur d'une personne incarcérée visée dans l'article 12.1, d'après le salaire minimum en vigueur au 31 décembre de l'année au cours de laquelle le travail a été effectué. ».

c. A-3.001,
a. 440,
mod. **20.** L'article 440 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne, après le nombre « 11 », de « ou 12.1 ».

Droits et obligations **21.** Tout Fonds au bénéfice des personnes incarcérées est tenu aux obligations et possède tous les droits découlant des programmes d'activités rémunérées établis dans l'établissement de détention où il est constitué. Il est réputé avoir été partie à tous les actes posés à l'égard de ces programmes depuis leur institution dans l'établissement et est substitué à ceux qui ont alors agi.

Droits sur les biens De la même manière, il est titulaire des droits sur les biens composant le fonds au bénéfice des personnes détenues de l'établissement de détention où il est constitué.

Fonds central **22.** Le Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées est tenu aux obligations et possède tous les droits relatifs au fonds central administré par le service de la probation et des établissements de détention. Il est réputé avoir été partie à tous les actes posés à l'égard de ce fonds depuis son institution et est substitué à ceux qui ont alors agi.

Droit sur les biens De la même manière, il est titulaire des droits sur les biens composant ledit fonds.

Dossiers et
documents

23. Les dossiers et documents relatifs à un fond au bénéfice des personnes détenues et ceux du fonds central administré par le service de la probation et des établissements de détention deviennent, respectivement, les dossiers et documents du Fonds constitué au bénéfice des personnes incarcérées pour lesquelles ils ont été tenus et ceux du Fonds central.

Entrée en
vigueur

24. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le gouvernement.